

Vous appréciez votre hebdo pour sa liberté ? Elle est ici totale pour nos éditorialistes que vous retrouvez dans ces pages chaque semaine. Ils peuvent s'y exprimer sans censure, tout en sachant qu'ils peuvent être contredits, y compris par leurs voisins de colonne ! Une idée vous plaît, une idée vous choque, n'hésitez pas à nous le dire... ou proposez-nous vous aussi Chers Amis Lecteurs, une tribune pour écrire ce que vous pensez ou contredire, pourquoi pas, une des plumes de La Semaine ! Pour nous écrire : redaction@ispb.fr

Henri LEVRÉRO Le Gaullisme n'est pas l'art de ne rien dire



Valleau

Lour à tour, Jean Castex et Gérard Darmanin, pour ne citer qu'eux, se sont revendiqués du « gaullisme social ».

Un bel exercice de sémantique pour masquer leurs vrais visages !

Vous vous posez certainement cette question : quelles peuvent être les similitudes entre la politique d'Emmanuel Macron et celle du fondateur de la Vème République ? Ne vous fatiguez pas, vous n'en trouverez pas.

Pour comprendre pourquoi cette frénésie de « gaullisme social » déferle sur le gouvernement, il faut simplement chercher dans ce qui est cher à la majorité politique actuelle : la communication et l'art de la rhétorique...

En effet, « gaullisme », ça parle à la droite, et « social », ça parle à la gauche. Donc, le « gaullisme social », on pense que ça va parler à tout le monde... c'est forcément bien vu dans le microcosme macronien !

La réalité est toute autre. Tout d'abord, « gaullisme social » est un pléonasme. Si l'on est gaulliste, on adhère, de fait, à l'idéologie sociale du Général de Gaulle.

Cette idéologie sociale, il l'avait lui-même définie comme un axe médian « entre les loups et les moutons » disait-il. Il parlait du constat suivant : « Le capitalisme n'est pas acceptable dans ses conséquences sociales. Il écrase les plus humbles. Il transforme l'homme en un loup pour l'homme. » Constat qui ne l'inclut pas pour autant à chérir le collectivisme, « qui n'est pas davantage acceptable : il ôte aux gens le goût de se battre ; il en fait des moutons. »

Au cœur de cette pensée : la fameuse « participation » gaullienne (également baptisée association capital-travail) qui « doit associer les travailleurs à la marche de l'entreprise, leur rendre une dignité que le capitalisme leur enlève », clamait le Général de Gaulle. Dans les faits, de Gaulle n'a jamais vraiment réussi à instituer la participation, et n'a pu en atteindre qu'une version inaboutie de celle-ci.

Au-delà de la « participation » et pour comprendre l'idéologie sociale du Général, il est nécessaire d'intégrer la vision gaullienne de la « dignité » à la conception sociale défendue par l'homme du 18 juin. Dignité des individus, des ouvriers, des paysans, des classes défavorisées. Dignité du peuple.

Marqué par son éducation catholique, le Général de Gaulle croit en une certaine idée de l'Homme, qui pourrait se résumer par cet aphorisme (extraït d'une conférence de presse le 25 mars 1959) :

« La seule querelle qui vaille est celle de l'Homme. C'est l'Homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. »

Vous le voyez, nous sommes aux antipodes du macronisme, qui fustige « ceux qui ne sont rien ».

Le macronisme est l'antithèse du gaullisme, sur tous les plans : philosophique, social, économique et politique.

De Gaulle et Macron, ce sont deux visions antinomiques de la France : de Gaulle, c'est une « certaine idée de la France », Macron c'est une « certaine idée de la finance ».

Le gaullisme c'est une vision qui refuse à la fois « le capitalisme abusif » et « le communisme écrasant », contrairement au Président Macron qui ne peut s'empêcher d'humilier les « illettrés » et « les faibles ».

En ne respectant pas les Français les plus humbles, Le Président de la République a engendré les « Gilets Jaunes ». Deux ans après le début de cette mobilisation, la fracture est toujours béante avec cette France qui peine à boucler les fins de mois.

Un autre fait antagonique, c'est le carriérisme qui est la marque de fabrique du macronisme. Emmanuel Macron est l'homme de l'accommodation du pays à la mondialisation, alors que de Gaulle c'est la prépondérance du politique sur l'économie, avec comme but l'indépendance nationale et la fermeté d'appartenance à un destin commun.

La crise sanitaire actuelle, met en lumière les limites de la mondialisation et remet à la une du champ politique les thématiques du gaullisme qui semblaient, il y a encore quelques mois, être l'apanage d'hommes du passé, voire dépassés : un état fort sur les principes régaliens, une souveraineté nationale recouverte, la mise en œuvre d'une politique industrielle afin de préserver un minimum d'indépendance nationale, une politique de justice sociale qui soutient les personnes en première ligne alors que les « premiers de cordée » ont visiblement dévisé de la paroi. Comme vous pouvez le constater, les raisonnements et l'action menés par Macron ne se sont jamais inscrits dans la pensée gaulliste.

S'il est impossible de sonder les âmes et de décerner des brevets de « gaullisme », on peut toujours se poser la question de la cohérence entre les vertus que l'on s'attribue et la politique réellement menée.

L'appartenance du président à la gauche sociale-démocrate libérale le disqualifie pour se prévaloir du gaullisme. De plus, ses discours portent le sceau de la confusion et de l'ambiguïté lui permettant de prétendre tout et son contraire.

Alors, revendiquer son label de « gaulliste social », comme aimant à le faire certains membres du gouvernement ainsi que Macron lui-même, est un positionnement qui ne coûte pas cher et confère bonne image, celle d'un homme qui a sauvé la France. Pratique pour rejoindre les rangs de la « start up nation » toute honte bue.

■ redaction@ispb.fr

Christophe LURASCHI Funeste, tel est son mot, tel est-il...



Son quinquennat a commencé par humilier l'Armée en se débarrassant, comme aucun Président ne l'avait fait avant lui, son chef d'Etat-major, le général Pierre de Villiers, dont le seul tort fut de contester la coupe budgétaire dont l'armée allait être victime.

L'apprenti sorcier voulait faire exploser l'ancien monde sans même savoir comment en inventer un nouveau. Aujourd'hui, et malgré la crise sanitaire sans précédent que nous connaissons, le Président probablement le plus détesté de notre histoire n'a pas l'intention de changer de cap. Il modifie simplement son itinéraire en fonction des écarts qui surgissent. Si la méthode paraît différente compte tenu des circonstances, c'est-à-dire plus hypocrite encore, plus fausse que jamais, l'objectif de Macron, lui, reste le même : l'affaiblissement de la France « coûte que coûte » et l'asservissement, pas à pas, de son peuple.

Evoquant ses « maladroites » dans la gestion du mouvement des Gilets Jaunes, feignant de ne pouvoir maîtriser les destructions programmées de groupuscules d'extrême gauche pour mieux discréditer les Gilets Jaunes et créer ainsi, dans l'imaginaire commun, un amalgame nauséux entre Gilets Jaunes et les black-blocks, Macron et ses serviles ministres, dont l'abominable Castaner, ont montré leur volonté de diviser le peuple français pour mieux le soumettre. Il est à se demander si les black-blocks n'ont pas été les alliés du pouvoir dans cette crise. Car comment expliquer que les forces de l'ordre ont pu, comme par miracle, empêcher la casse et faire respecter l'ordre lors de la manifestation parisienne contre la loi de sécurité globale de samedi dernier. N'était-ce pas aussi possible plus tôt ?

La contestation provoquée par la réforme des retraites, pour laquelle un qui voulait apaiser la France, eut l'effet tout à fait contraire. Et comme cela ne suffisait pas, il remet ça aujourd'hui avec le projet de loi de « sécurité globale ». Bien que vienne de son contenu initial destiné à nommer et à contrer le séparatisme islamiste, cette loi aurait été, je crois, une forme d'expatriation des manquements graves de ce gouvernement. Mais Macron, perverti par son fameux « en même temps », tout en prétendant vouloir lutter contre les séparatismes et « l'ensauvagement » de certains quartiers, a préféré s'en prendre à la police déjà bien mise à mal par 2 années de contestations de rue et d'une surcharge de travail consécutive aux risques d'attentats et à la pandémie. L'humiliation, le rabaissement de la police que Darmanin tentait de se rattraper après le passage désastreux de son prédécesseur, assène un coup supplémentaire à un Etat déjà bien malade. Je me demande ce que ferait l'Elysée si la police venait tout à coup à ne plus vouloir garder le palais...

Un Etat malade au point de demander à 150 « citoyens », dont la légitimité reste à démontrer, de préparer un projet de loi sur les questions relatives aux moyens de lutter contre le changement climatique. L'expérience, qui se voulait démocra-

tique, révèle l'aspect autoritaire de quelques écolobolchéviques devant lesquels Macron s'aplatit au point de vouloir soumettre l'ensemble des Français à un référendum pour « introduire les notions de biodiversité, d'environnement, de lutte contre le réchauffement climatique » dans l'article 1 de notre constitution, alors qu'une chartre de l'environnement est déjà inscrite dans une loi constitutionnelle depuis 2005... Les Chambres apprécieront.

Ce n'est pas tout : je me suis déjà exprimé sur les mensonges nombreux qui ont essaimé la crise du Coronavirus. Je n'y reviendrai donc pas. Mais ça continue, peut-être un peu moins dans le mensonge mais davantage dans la contradiction, les non-sens, l'absurdité, avec une espèce de Ferrnandel de bas étage à Matignon et un de Funesté irritable mais beaucoup moins drôle à la Santé. L'absence de mesures strictes quand il le fallait, et l'application de décisions iniques quand il ne le fallait pas contribuent à mettre la France à genoux économiquement et socialement. Restaurateurs, hôteliers, les acteurs de la Culture et tant d'autres sont tous en train de périr comme si les loisirs et notre Art de Vivre, même sous de sévères protocoles sanitaires que nous aurons acceptés, devaient désormais nous être enlevés.

La promesse de campagne de Macron, celle de vouloir réconcilier les Français, est bien enterrée. Il n'est pas une mesure prise qui ne creuse davantage les fossés, nombreux, qui séparent les différentes composantes de notre société. La violence sous toute ses formes, d'une communication arrogante aux émeutes qui rythment nos samedis, sera à rien point douter un marqueur indélébile du quinquennat de Macron comme le sera cette façon de systématiquement renvoyer les Français à leur responsabilité individuelle pour mieux camoufler la débâcle de sa politique.

Cela ne présage rien de bon lorsque les violentes répliques du tremblement de terre provoqué par la pandémie se feront ressentir. Comment celui qui, avant le cataclysme, avait réussi à monter une partie des Français contre l'autre fera-t-il pour gérer les inégalités grandissantes consécutives aux désastres social et économique que l'on commence à entrevoir ? Comment celui qui, incapable de maintenir l'ordre dans la rue, combattrait-elle la haine anti France qui enfle partout sur le territoire national et qui défie le pouvoir ? Comment enfin, celui qui se voulait arbitre entre les grandes nations de la planète peut-il maintenir la France à son niveau de rayonnement et d'influence bien que ce dernier soit déjà largement altéré ?

Il lui reste 18 mois. Doit-on attendre 18 mois pour espérer voir s'améliorer quelque chose que l'on sait perdu d'avance ? Ne pourrait-il pas s'inspirer de l'exemple de cette pauvre Maire de Marseille et s'en aller ? Après tout, ce serait tout à son honneur que d'admettre l'échec. Non ? On gagnerait 18 mois non essentiels, expression funeste selon lui...

■ redaction@ispb.fr